

Transmission d'entreprises en France : où en est-on ?



© 2025 Les Echos Publishing

D'ici 2035, environ 500 000 entreprises employant 3 millions de salariés seront susceptibles d'être cédées en raison du départ prévisible à la retraite de leur dirigeant (ces 500 000 dirigeants étant âgés de 60 ans en 2022). L'enjeu est donc important pour la préservation du tissu entrepreneurial, des compétences et des savoir-faire, et plus généralement pour l'économie française, le risque étant que des milliers d'entreprises disparaissent faute de repreneur.

À ce titre, selon [une publication récente de la Direction générale des entreprises \(DGE\)](#), après avoir fortement baissé pendant la crise sanitaire du Covid-19 (32 000 en 2020), le nombre de transmissions-cessions d'entreprises (dans le cadre familial, aux salariés ou à des tiers) est reparti à la hausse depuis 2022, pour atteindre 37 200 en 2024.

Essentiellement des petites entreprises

Ces transmissions et cessions concernent majoritairement des petites entreprises, 86 % des entreprises cédées comptant moins de 10 salariés (en 2023). Et en 2024, elles ont eu lieu surtout dans le secteur de l'hôtellerie-café-restauration (29 % des entreprises cédées), du commerce (28 %) et des services aux entreprises et aux particuliers (17 %).

L'étude de la DGE montre également une forte concentration des cessions d'entreprise en 2024 dans le Grand-Ouest de la France (Bretagne, Normandie) alors que les zones situées autour des métropoles (Bordeaux, Toulouse ou Nice) ainsi que l'Île-de-France, l'Alsace et le Nord ont enregistré les plus faibles taux.

À noter : 7 % seulement des entreprises ont été cédées dans le cadre d'une procédure collective (procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire).

À signaler aussi que les entreprises cédées affichent un taux de pérennité au bout de 3 ans supérieur à celui des entreprises nouvellement créées (85,5 %, contre 81,4 %). Elles génèrent un chiffre d'affaires plus important et affichent une meilleure productivité au moment de leur transmission-cession.

Quant au prix moyen de cession, il a progressé de 19 % entre 2012 et 2024, passant de 255 000 € à 303 000 €.

[Direction générale des entreprises, publications, Théma n° 30, juin 2025](#)

© 2025 Les Echos Publishing